

A — Indépendances et successions d'État

La souveraineté

La *souveraineté* est le maître-mot des revendications émises par les anciennes nations fédérées d'Union soviétique, de Yougoslavie (Slovènes, Croates puis Macédoniens) et par la nation slovaque dans leur combat pour l'autonomie puis l'indépendance au tournant des années 1980-1990. La notion de souveraineté est ici à prendre dans son acception la plus classique — « principe abstrait d'autorité suprême dans le corps politique⁴⁸ » : chacune des nations, par la voix des mouvements nationaux d'opposition et/ou des élites communistes locales, exprime sa volonté de prendre en main son destin et de constituer le corps destiné à légitimer l'autorité politique. Toutefois, on observe une évolution graduelle de ce que ce terme recouvre concrètement dans l'esprit des tenants de l'idée de « souveraineté » comme dans celui de ses détracteurs « fédéralistes » (M. Gorbatchev, S. Milosevic) au cours de cette période. En effet, les mouvements nationaux qui voient le jour à la fin des années 1980 dans les pays baltes, en Ukraine, en Transcaucasie, en Slovénie, Croatie et Slovaquie utilisent cette notion de souveraineté de manière tâtonnante. Au début, il ne s'agit officiellement que de « recouvrer une part d'autonomie au sein de la Fédération⁴⁹ », de « mieux gérer nos propres ressources », voire de mieux s'affirmer au sein d'un ensemble fédéral perçu comme un carcan : en juin 1990, la Russie proclame sa souveraineté et B. Eltsine, élu Président du Soviet suprême de la république de Russie, déclare que « la souveraineté russe est aussi justifiée que la souveraineté ukrainienne ou celle de n'importe quelle autre république, dès l'instant qu'il s'agit pour nous de faire valoir nos droits à profiter librement de nos ressources naturelles et d'en finir avec le système de commandement administratif dans l'économie⁵⁰ ». Puis, d'une manière de plus en plus transparente, au fur et à mesure de la déréliction du cadre fédéral de ces États, il s'agit pour les dirigeants des républiques de « créer les conditions de la restauration de l'indépendance⁵¹ ».

En somme, la notion de souveraineté est exprimée dans un sens de plus en plus absolu par tous les protagonistes (mouvements nationaux, dirigeants des républiques, mais également dirigeants fédéraux). Ainsi au printemps 1991, alors même que toutes les républiques de l'Union (sauf les républiques d'Asie centrale) avaient proclamé leur souveraineté, M. Gorbatchev semble ignorer le nouveau rapport de force centre-périphérie. S'obstinant, martelant son fameux slogan « un Centre fort, des républiques fortes », envoie les chars

48. A. TRUYOL y SERRA, « Souveraineté », *Archives de Philosophie du Droit*, t. 35, 1990, p. 313.

49. Selon les termes de F. TUDJMAN, aujourd'hui Président de la Croatie, en 1989. Cf. J. KRULIC, « L'explosion » in J. RUPNIK (dir.), *op. cit.*, p. 91.

50. Cité par H. CARRERE d'ENCAUSSE, *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990, p. 201.

51. Selon les termes de V. Landsbergis en 1990 (au lendemain de la proclamation unilatérale de la souveraineté lituanienne en mars 1990), Président de la Lituanie de 1990 à 1995, cité par H. HUTTENBACH et A. MOTYL, « The Soviet Nationalities Despite Gorbatchev », *Nationalities Papers*, vol. 19, n°1, 1991, p. 88.